

Relations UE/Inde: un partenariat stratégique

2004/2169(INI) - 13/07/2005

La commission a adopté le rapport d'initiative rédigé par M. Emilio MENÉNDEZ DEL VALLE (PSE, ES) en réponse à la communication de la Commission sur un partenariat stratégique UE-Inde. Les députés européens soutiennent l'accord de partenariat et demandent des ressources supplémentaires pour sa mise en œuvre. Ils signalent l'aspiration des États-Unis à établir une alliance stratégique avec l'Inde et prennent acte du développement des relations bilatérales entre l'Inde et la Chine. Le rapport formule une série de recommandations spécifiques pour renforcer les liens avec l'Inde, mais soulève également certaines questions préoccupantes.

Les députés européens exhortent l'Inde et l'Union à aborder conjointement les aspects de la politique industrielle, environnementale, de coopération au développement, de commerce, d'investissement et de bonne gouvernance. Ils manifestent cependant leur émotion face aux rapports de l'UNICEF selon lesquels 17,5 millions d'enfants travaillent en Inde, «la majorité dans des conditions inhumaines». De manière plus générale, ils exhortent l'Inde à actualiser sa législation dans ce domaine et à prendre des mesures visant à prévenir l'exploitation des travailleurs. L'UE devrait travailler avec le gouvernement indien afin d'améliorer la situation des groupes de population défavorisés, en particulier celle des femmes, des enfants et des groupes désavantagés comme les Dalits ou les Adivasis.

Une autre source d'inquiétude est la détérioration croissante de l'environnement. Les députés européens demandent instamment à l'Inde de faire preuve d'une plus grande sensibilité vis-à-vis du réchauffement planétaire tout en continuant à répondre aux besoins de son développement. La «diminution alarmante du nombre de tigres» mérite d'être tout particulièrement mise en avant. Le rapport constate que, vingt ans après la catastrophe de l'Union Carbide Corporation de Bhopal, le site n'a toujours pas été nettoyé. Il demande aux autorités indiennes et à Dow Chemicals de procéder immédiatement au nettoyage du site et de la zone contaminée. Les députés européens prient également l'Inde d'accorder des dérogations à l'interdiction de fabrication de médicaments génériques tels que ceux destinés entre autres à lutter contre le SIDA, le cancer, le paludisme, la tuberculose et l'hépatite.

La commission recommande un mécanisme de consultation systématique entre l'UE et l'Inde avant la tenue des réunions ou des conférences internationales et estime opportun d'établir des liens permanents afin de contribuer «à faire progresser de façon équilibrée et mutuellement bénéfique les principaux sujets de l'agenda de Doha». Enfin, ils demandent instamment au gouvernement de l'Inde de faire preuve d'efficacité pour prendre concrètement les mesures requises afin d'éviter que des phénomènes de dumping ne se produisent dans les échanges commerciaux avec l'UE.